

ALD OU A LA DÉRIVE

La parution du mouvement national des A a eu comme conséquence la publication d'une flopée de fiches de postes disponibles pour les affectations « au choix et au fil de l'eau ». Cette grande « avancée » du chacun pour soi venant remplacer le mouvement local, s'ajoutant à la fin des CAP de mutation, laisse la porte ouverte à l'arbitraire mais laisse aussi le champ libre à une gestion locale des effectifs peu éclairée. A la DRFIP44 par exemple, cela fait 3 ans que la CGT se bat contre l'étiquette ALD abusivement accolée à certaines affectations, sachant que la plupart des directions ont abandonné cette catégorisation tombée en désuétude puisque maintenant nous sommes toutes et tous affecté.es à la direction. Et là, patatras, la direction locale se réveille enfin en vue de faire disparaître l'étiquette. Sauf que pour cela, elle ouvre l'ensemble des postes A attribués actuellement à des collègues dits « ALD ». Bien entendu, les principaux concernés n'ont pas été avertis et ont pu découvrir par eux-mêmes leur mise en concurrence sur leur propre poste ! Fabuleux. Avec comme seule consolation, les dispenser de faire une lettre de motivation et un CV pour candidater sur leur propre poste. Un seul mail demandant le maintien sur poste est requis, merci, c'est trop gentil. En attendant, **aucune garantie de rester sur son poste** et une charge de travail inutile pour les chef.fes de service concerné.es qui devront faire semblant de jouer le jeu d'un recrutement absolument pas nécessaire. Avec la menace en plus, d'être écarté de la décision finale. Peut-on faire plus maltraitant pour des collègues investi.es dans leur métier ? Et cerise sur le gâteau, en cas de confirmation, on leur imposera un délai de séjour de deux ans. On croit rêver, chapeau les artistes.

GUERRE À LA GUERRE

La montée des tensions internationales avec les agissements criminels de Trump et de Netanyahu s'accompagne de l'activisme va-t-en-guerre de Macron et du néo-militarisme allemand de Merz. L'objectif des 5 % du PIB consacrés aux dépenses militaires, exigé par Trump et entériné par les membres de l'OTAN, et le tournant vers une « économie de guerre » doivent être combattus. À l'heure où le monde n'a jamais été aussi proche d'un basculement majeur, où le risque d'un conflit mondial entre puissances nucléaires menace l'ensemble du vivant, et où les travailleurs expriment une inquiétude croissante face à la situation internationale,

réaffirmons notre opposition à toutes les logiques bellicistes. Ne laissons pas les principes capitalistes mettre en ordre de marche militaire notre jeunesse, notre société. Marchons pour la paix. Du fric pour les services publics, pas de pognon pour les porte-avions ! De l'argent pour la Sécu, pas pour les obus !

**CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE,
POUR LA PAIX ET LA SOLIDARITÉ
ENTRE LES PEUPLES**



VENDREDI 8 MAI 2026

11H PLACE DE L'AMÉRIQUE LATINE

SAINT NAZAIRE



25 %

Selon le baromètre du travail dans la fonction publique 2026, réalisé par une organisation syndicale, un quart des agents interrogés envisagent de quitter la fonction publique. L'organisation syndicale a interrogé un échantillon représentatif de 1000 agents publics, fonctionnaires et contractuels, exerçant dans les trois versants et issus des trois catégories statutaires. 53 % en raison d'un salaire en inadéquation avec leurs missions, 44 % à cause de conditions de travail dégradées et 33 % du fait du manque de reconnaissance.

Sur le terrain, nous constatons ce phénomène avec beaucoup de demandes d'informations sur les démissions ou les mises en disponibilité.

RETEX HELIOS

Une mission "flash" lancée par la commission des finances en mars dernier a été lancée pour faire toute la lumière sur la panne de l'application Hélios au mois de février 2026. Cette panne avait affecté plus de la moitié des utilisateurs et il aura fallu 12 jours pour réparer ! Conclusions, « ça aurait pu être pire » si nous n'avions pu verser les salaires des fonctionnaires. Le gigantisme et l'hyper centralisation du système sont pointés du doigt. Le rapport prône donc la mise en place de redondances et de la décentralisation. Avec à nouveau l'idée de tout laisser faire par les collectivités... jusque là, toujours repoussée.